L'INSURGÉ

ORGANISATION
REVOLUTIONNAIRE
ANARCHISTE

RÉGIONALISATION :

NI OUI NI NON

15 AVRIL 1969 PRIX : 1 F

SOMMAIRE

— C.R.S.-C.G.T., même combat.
— Les Anarchistes et le parlementarisme.
— La Participation.
— Les Etiquettes.

LA RÉVOLUTION!

Editorial :

Vietnam, Moyen-Orient, Asie, Afrique, Amérique, Europe, partout le combat est le même.

Le système étatique, capitaliste ou marxiste, doit toujours plus exploiter et aliéner les peuples qu'il domine pour survivre et faire régner son « ordre ». Cette surenchère permanente à l'exploitation de l'homme par l'homme et donc à la répression, oblige, vu l'évolution économique, à dépasser le cadre trop restreint d'un pays pour poser le problème de l'exploitation au niveau des continents et du monde entier.

Les guerres impérialistes en sont la triste preuve. Actuellement, trois blocs impérialistes menacent le monde : les U.S.A., l'U.R.S.S. et la Chine. Ils s'opposent directement ou indirectement sur tous les continents.

Face à cela où en est le mouvement ouvrier international ?

Il s'intègre dans les structures impérialistes et oppressives du système étatique. Le mouvement ouvrier devient la caution de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un mouvement ouvrier qui participe à des mascarades électorales reconnaît implicitement son échec.

La bourgeoisie s'est placée dans une position de classe, et le mouvement ouvrier s'est enfermé dans une lutte de classes qui ne peut déboucher que sur le dialogue et se poser au niveau de la revendication partielle.

Un mouvement ouvrier qui ne condamne pas irrémédiablement les guerres dans lesquelles les travailleurs vont se faire tuer pour des intérêts qui ne les concernent pas et des structures qui les exploitent, montre ainsi sa trahison.

Un mouvement ouvrier pour qui le 1er Mai est la Fête du Travail alors que c'est le symbole de la lutte des travailleurs pour leur émancipation, n'est plus bon qu'à être démoli.

C'est pourquoi les militants de l'O.R.A. sont prêts à participer à la construction et au développement d'un mouvement ouvrier international sur des bases anarcho-syndicalistes. Nous condamnons sans équivoque le syndicalisme actuel et refusons d'y collaborer car cela reviendrait à cautionner le système étatique.

GUERRE A LA GUERRE.
GUERRE A L'ETAT

1er MAI

ou dégradation de l'esprit révolutionnaire ?

On peut se demander, aujourd'hui, si le 1er Mai est une commémoration, une fête, une affirmation du socialisme et si elle est encore une démonstration révolutionnaire.

Si Jean Jaurès définit ce jour « comme l'affirmation de l'universelle entente des travailleurs, nous ne pouvons que constater qu'il est devenu une fête — la Fête du Travail — où chaque chapelle de la grande famille des socialistes se dispute la place.

Il faut se rappeler que la limitation du temps de travail et plus précisément le principe des 3 huit — huit heures de travail, huit heures de loisirs et huit heures de sommeil — sont à l'origine de la démonstration du 1er Mai.

La lutte commença en Angleterre, puis en France, premiers pays industrialisés d'Europe mais c'est en Amérique qu'elle prit son aspect le plus dramatique. Bien que de caractère purement corporatif à la base, elle devint par l'ampleur du mouvement et la répression sanglante qu'il provoqua, la prise de conscience à l'échelle mondiale de la part des travailleurs et la preuve de leur volonté de combattre le système capitaliste. Les ouvriers avaient compris que les gouvernements ne prendraient jamais les mesures nécessaires à l'amélioration de leur condition et conclurent que seule la pression directe serait plus efficace que les négociations.

La grève des 200.000 travailleurs américains en mai 1886 trouva une fin tragique à Chicago où le massacre des ouvriers grévistes se termina par le procès de 8 anarchistes accusés d'avoir lancé une bombe sur les policiers, accusation non fondée. Ce fut le plus grand simulacre de justice de l'histoire des hommes.

La plupart des salariés d'aujourd'hui, habitués aux fêtes légales et aux congés payés, ne se doutent pas des sacrifices que représentait le chômage volontaire pour les ouvriers du siècle dernier. A chaque 1er Mai la police chargeait, les patrons fermaient leurs portes aux grévistes, les Jaunes étaient ouvertement encouragés par le Pouvoir dans leur rôle de provocateurs. De lourdes répressions venaient frapper les grévistes, moralement et matériellement.

Pourtant, c'était chaque année une preuve de solidarité entre les travailleurs et une affirmation de leur volonté de provoquer le capitalisme. C'était une affirmation que les travailleurs ne doivent pas connaître de frontières. Face à l'ordre bourgeois c'était le moyen pour tous les exploités de se sentir liés autour d'un même sentiment, beaucoup plus profond que celui qui naît de la seule défense des intérêts corporatifs. C'était chaque année un acte éminemment révolutionnaire.

Comment expliquer la dégradation de l'esprit révolutionnaire du 1er Mai ?

Les crises économiques, les régimes autoritaires, les guerres qui ont jalonné la fin du dernier siècle et l'actuel n'ont pas tué vraiment la foi dans le socialisme du prolétariat. Les exemples de ferveur qui correspondent au 1er Mai sont multiples. Mais cette foi dans le socialisme, les divers régimes et les divers partis politiques, ont essayé de la détourner à leur profit. Pouget dénonce : « Le populo a mordu à l'hameçon que lui ont tendu les politiciens qui se sont fichus un masque socialard ».

Ainsi, les chefs fascistes, transformèrent le 1er Mai en services commandés et en parades militaires. En 1933 Hitler décrète ce jour comme « Fête Nationale du Travail ». Nous assistons au triste hommage que la Russie et des pays totalitaires rendent au socialisme. Que dire des 1er Mai tricolores de 1938-1939 faisant pendant aux défilés militaires de nombreux pays d'Europe où les travailleurs oublient leur solidarité pour devenir des soldats ennemis. Que penser de la récupération de l'Eglise de ce jour profondément laïque, premiers mai de l'occupation et de Vichy arrosés d'eau bénite et de « Marseillaise ».

La triste mascarade des 1er Mai légalisés, récupérés par le régime capitaliste ou les régimes totalitaires, noyés dans les slogans, les panneaux réclames, les fêtes du muguet et les messes du Travail, voici l'héritage du sacrifice des pionniers du siècle dernier.

Pourtant le 1er Mai reste profondément enraciné dans la conscience ouvrière et se révèle avant tout comme une lutte révolutionnaire, face à l'ordre capitaliste.

Le sectarisme n'a pas quitté le cœur des hommes. Aujourd'hui, un manifestant ouvrier ne peut pas avoir à côté de lui, dans le défilé, un étudiant parce qu'il n'est pas de son monde. Il n'a pas compris le sens de la Révolution de Mai 68. Les syndicats dirigeants des masses ouvrières, en ont fait une manifestation conventionnelle, éloignée de son principe originel. Les syndicats sont eux-même englobés dans le système capitaliste, comment le 1er Mai ne serait-il pas devenu une fête à caractère bourgeois ?

Il faut savoir tirer des leçons du passé.

Si ce jour est devenu un paradoxe c'est qu'après avoir fédéré les misères ouvrières pour en faire une force inquiétante pour le capitalisme, il fédère maintenant des forces ouvrières parvenues à une puissance économique et politique pour en faire éclater au grand jour ses faiblesses.

Si le 1er Mai a pris, selon les époques, les régimes et les partis politiques des couleurs différentes, c'est que les ouvriers ont oublié que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Tout ce qui ne sort pas des entrailles des exploités ne sera pas capable de les libérer.

Camarade, que nous reste-il des luttes ouvrières du passé ?

Rien. C'est donc à nous de construire un mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est notre volonté qui forgera de nouveaux militants ; c'est en transformant ces marches-à-pieds syndicales en combats que nous secouerons les exploités. Et s'il y a des C.R.S. dans la C.G.T., nous saurons bien les forcer à se révéler !

IL FAUT CHOISIR ENTRE LA PARTICIPATION ET LA LUTTE

Le rendez-vous de mars a eu lieu et les bureaucrates de toutes les centrales syndicales, malgré l'impasse dans laquelle s'est terminé ce rendez-vous, jouent leur rôle de « l'interlocuteur-valable-reconnu-par-les-patrons-et-le-gouvernement ».

La discussion engagée au sommet, suite de la trahison syndicale de Grenelle, était inscrite dans un cadre tellement étroit que chacun, patrons, gouvernement et syndicalistes, savait très bien que l'accord ne se ferait pas entre les différents intérêts qui s'opposaient. Cependant, accord ou non-accord les travailleurs restent exploités et les dirigeants conservent leurs privilèges de bureaucrates intégrés dans le système.

Nous voyons là une préfiguration de la participation : discussions au sommet sur le dos des travailleurs et les bonzes syndicaux se chargent de faire avaler la couleuvre à ceux-ci. Le processus d'intégration du syndicalisme dans le système capitaliste se réalise ainsi jusqu'au bout, et le mouvement ouvrier traditionnel est tombé dans le panneau.

Nous en avons eu la démonstration lors du défilé syndical du 11 mars lorsque nous avons vu le service d'ordre de la C.G.T. interdire aux gauchistes de participer au défilé, montrant ainsi que la C.G.T. préférait discuter avec les représentants du capitalisme plutôt que de poursuivre le processus révolutionnaire commencé en mai. LA C.G.T. DONNE DES GAGES DE FIDELITE AU CAPITALISME ET A LA BOURGEOISIE. ELLE EST PRISONNIERE D'UNE LUTTE DE CLASSES QU'ELLE N'A PAS SU DEPASSER. (*suite page* 4)

Aux lecteurs :

« L'Insurgé est la propriété de tous les militants et de personne en particulier. Chaque membre en est virtuellement responsable. Les articles sont, non pas des prises de position individuelles mais collectives, engageant directement l'O.R.A. tout entière.

Il nous a donc semblé logique de faire abstraction des signatures.

La Commission de Rédaction.

C.R.S.

Service d'ordre C.G.T. unis dans un même COMBAT contre les gauchistes

Le 11 mars dernier , à Paris, le mouvement révolutionnaire a eu une nouvelle preuve, s'il en avait besoin, que le mouvement ouvrier traditionnel avait choisi son camp, celui de la bourgeoisie. Après Le Mans et Sochaux où la C.G.T. avait fait arrêter des grèves qu'elle n'avait pas décidée par des manœuvres dignes des politiciens les plus avertis, le service d'ordre de la C.G.T. a interdit par la force aux ouvriers révolutionnaires de participer au défilé syndical. On a vu ce service d'ordre se battre à trois contre un, et c'est au bout d'une heure, lorsque tous les groupes anarchistes se furent regroupés autour des drapeaux noirs, formant un rassemblement de presque 5.000 militants, que le barrage des hommes de main de la C.G.T. céda sous la pression et que le drapeau des canuts lyonnais, des conseils ouvriers de russie, de la révolution espagnole et des étudiants de mai 68 trouva sa place parmi les travailleurs en colère.

Si l'encadrement sévère et très hiérarchisé de la C.G.T. arrive encore à contrôler la grande masse des travailleurs, il n'est pas certain que cela dure encore longtemps et alors les dirigeants dévoileront le véritable rôle qu'ils donnent à la C.G.T. et que nous avons perçu ce 11 mars dernier, celui d'un outil répressif contre les travailleurs manipulé par le capitalisme.

A Bordeaux, à Lyon, à Toulouse, à Nantes et à Clermont-Ferrand même spectacle d'une C.G.T. effrayée par la force d'impact des gauchistes.

Puis se furent les C.R.S. qui prirent le relais du service d'ordre de la C.G.T. Ainsi cette dernière n'avait pas réussi ce qu'elle avait promis aux responsables de la police parisienne : défiler dans le calme et mettre à l'écart les éléments gauchistes. Ceux-ci étaient trop nombreux et il est permis de penser qu'ils le seront plus encore la prochaine fois.

Mai 68 n'est pas mort

Le pouvoir a mis en place sa réforme universitaire et il a demandé aux étudiants de participer aux commissions paritaires : un peu plus de 50 % de votants... c'est bien maigre en tenant compte de toute la publicité dont cette réforme a bénéficié.

D'une même manière le pouvoir intègre les bureaucrates et les appareils syndicaux dans des structures qu'il façonne selon son intérêt et il « dialogue », mais la base reprend sa liberté d'initiative dans la grande tradition anarcho-syndicaliste (Le Mans, Sochaux, réseau Sud-Ouest S.N.C.F.).

Et le P.C. voudrait faire croire que nous sommes des contre-révolutionnaires ? Les contre-révolutionnaires ce sont ceux qui promettent la Révolution sans jamais la réaliser ni même la préparer. Ce sont ceux qui se laissent récupérer par des réformes qui ne changent jamais rien.

Les marxistes voudraient nous faire passer pour des aventuristes. Les aventuristes ce sont ceux qui mènent la classe ouvrière dans les mains du patronat et du pouvoir et qui l'abusent au nom d'intérêts qui sont des intérêts capitalistes et étatiques.

Depuis mai 68 le mouvement révolutionnaire n'a fait que se renforcer, son impact devient de plus en plus important auprès des travailleurs, et l'idée révolutionnaire devient, même pour ses adversaires, une réalité.

Les militants de l'O.R.A. sont conscients que la lutte révolutionnaire doit se faire aussi bien contre le marxisme que contre le capitalisme, qui représentent deux forces autoritaires aliénantes et oppressives et qui sont les deux facettes d'une même pièce.

LES ANARCHISTES - LE PARLEMENTARISME ET LA DEMOCRATIE DIRECTE

Nous assistons depuis un an à une série d'appel aux urnes, que l'on pourrait qualifier « d'action exemplaire » à rebours.

Ainsi, le 30 juin 1968, on a assisté à l'élection d'une très forte majorité de députés de droite, immédiatement après une grève générale illimitée ayant mobilisé 9 millions de travailleurs contre la politique économique menée par cette même droite. On va, d'autre part, nous proposer de trancher par un référendum la décision de ce gouvernement de droite de supprimer le bloc d'opposition que constitue le Sénat au niveau législatif et d'implanter dans chaque région un haut fonctionnaire possédant le pouvoir exécutif complet dans sa zone ; ce haut fonctionnaire aura tout pouvoir de poursuivre le « maintien de l'ordre » pour le cas où de nouvelles émeutes mettraient le pouvoir central dans l'incapacité de régler les contradictions qui se révèlent périodiquement en système capitaliste.

Cette « régionalisation », très dangereuse pour les quelques libertés d'opinion et d'expression qui nous restent, sera très probablement adoptée.

Il existe donc dans ce système de vote un « truc » qui permet à la bourgeoisie minoritaire de s'imposer au monde du travail et ce, depuis 1789.

I. — *Caractéristiques du vote en démocratie autoritaire :*

La démocratie autoritaire se caractérise par l'existence, dans une société, de classes minoritaires possédant des privilèges économiques si importants que le reste de la population ne peut en bénéficier (bourgeoisie héréditaire en France, technocratie aux U.S.A., bureaucratie dans les pays socialistes marxistes). Cette classe privilégiée vit sur le dos des classes laborieuses majoritaires (paysans, ouvriers, petits techniciens, petits commerçants. etc.).

Sur le plan technique, le vote en système parlementaire fait appel à la notion suivante : un individu reçoit, pour un durée de quatre ans le pouvoir de prendre toutes les décisions à la place de ses électeurs. Aucun contrôle n'est exercé directement pendant ce mandat. Il n'a de compte à rendre que dans la mesure où il désire être réélu.

Le député n'est élu que pour faire au mieux sur un certain nombre de promesses et sur l'espoir qu'il les respectera. Espoir qui est fonction de ce qu'il laisse connaître de ses activités passées. La publicité qu'il fera de lui est une des garanties illusoires qui permettent à l'électeur de se faire une opinion sur sa personnalité et ses capacités.

Ce système, adopté après la Révolution de 1789, tendait à permettre à chaque région de désigner son représentant. Aujourd'hui, avec l'existence des grands partis nationaux s'appuyant sur certaines classes sociales, cette méthode n'est plus adaptée. Le système du vote local permet à la bourgeoisie de diminuer artificiellement le nombre de représentants adverses.

Ainsi, une ville ouvrière à forte implantation communiste pourrait permettre au P.C. d'y faire élire un représentant. Mais l'astuce des gaullistes a été de diviser les portions « rouges » et à les faire voter avec des électeurs qui votent à droite ; ainsi majoritaire dans la ville, le P.C. est minoritaire dans chaque secteur où on l'a réparti.

C'est ainsi que, le 30 juin, avec 44 % des votes gaullistes dans l'ensemble du pays, les représentants investis pour quatre ans de tous les pouvoirs législatifs étaient à 70 % gaullistes. Par contre, le P.S.U. avec 1 million de voix n'est pas représenté à la Chambre.

Une autre force de la bourgeoisie est liée à son contrôle de l'éducation civique des jeunes, de l'étucation militaire, des moyens d'information (presse, cinéma, radio, télévision). A travers tous ces moyens, la bourgeoisie distille ses concepts sociaux, ses tabous ; elle parvient à fausser la vision des rapports sociaux chez ceux qui subissent son exploitation. C'est ce que les marxistes ont traduit par la formule « l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante ».

Le procédé le plus subtil de la bourgeoisie est de dramatiser le vote ; l'un des éléments du succès gaulliste est d'avoir imposé l'alternative angoissante aux citoyens : « avec moi c'est l'ordre, contre moi c'est le chaos ». La province n'a été informée de la crise de mai que par l'intermédiaire des journaux bourgeois qui ont insisté sur le désordre (incendies de voitures, arrêt de transports vitaux pour les cultivateurs, etc.) et par la presse communiste qui disait la même chose.

Or, l'origine de ces troubles est la conséquence d'une gestion économique malsaine, pour ne pas dire catastrophique. On a oublié les tonnes d'artichauts dénaturés à l'essence, les wagons de pêches, poires, melons, jetés dans le Rhône, les milliards investis dans les sous-marins atomiques, dans les expériences nucléaires du Pacifique et les silos de Provence ; on a glissé sur les scandales policiers comme l'affaire Ben Barka... Tout cela pour ne voir que le « chaos promis ».

Le passé nous a montré d'ailleurs que lorsque l'opposition passe au pouvoir, le système est tellement bien en place que les socialistes font de la politique bourgeoise sous étiquette rouge. Ainsi, on a vu des ministres communistes, en 1945, imposer des heures supplémentaires, lutter contre les grèves (*Cf.* Thorez : « La grève c'est l'arme des trusts ». Pendant la guerre d'Algérie, le seul accord des élus communistes avec le gouvernement a consisté à voter le rappel des classes de réservistes et leur départ en Algérie...

On a vu mieux de la part des socialistes de la S.F.I.O. : Guy Mollet, élu sur un programme réclamant la paix en Algérie, y amplifia la guerre, en y ajoutant pour faire bonne mesure, l'imbécile festival guerrier de Suez. Quant à De Gaulle, envoyé au pouvoir par les activistes pour maintenir l'Algérie française, il la liquida brutalement quelques années après.

Dans les pays où existe la « dictature du prolétariat », l'opposition fait campagne derrière les barbelés des camps de concentration. Elle y est assez vite réduite à l'état de terre glaise... (1).

Pour ce qui est des députations ouvrières, telles qu'elles étaient pratiquées à la fin du XIXe siècle, on a pu voir que leur manque de formation juridique et économique les rend incapables de juger les dessous des projets qui leurs sont soumis. Ces députés sont donc obligés de s'en remettre soit à de conseillers bourgeois, soit à leur partis. Pour être désigné par le parti communiste comme député il faut avoir fait ses preuves. Ainsi, le député communiste du XIIIe est un ancien ouvrier. Ce qu'il oubliait de signaler, sur ces affiches, c'est que les travailleurs de la S.N.E.C.M.A. qui le connaissaient bien pourraient vous préciser : cet homme a abandonné sa rectifieuse depuis des années, grâce au cumul des fonctions syndicales (heures comme délégué du personnel, comme délégué au Comité d'entreprise, etc.). Sur le reste, la direction de la S.N.E.C.M.A., société nationalisée, ferme les yeux : il a sa paye, on ne chinoise pas sur les quelques heures manquantes. Avez-vous remarqué que la section syndicale S.N.E.C.M.A. de la C.G.T. est particulièrement calme ? On y fait des grèves d'un quart d'heure ! Depuis, battu par un U.N.R., il a trouvé une place de permanent au parti où il perçoit de fort bonnes rémunérations.

Que se passe-t-il lorsqu'un type sincère est élu ? Quand on sait que, pour un syndicaliste conscient, les postes de permanent dans un syndicat (donc malgré tout en contact avec le milieu ouvrier) ne doivent jamais dépasser deux ans, on voit où mènent quatre ans de vie dans un milieu bourgeois, loin des problèmes de ceux qu'il a à défendre.

En conclusion, il suffit d'analyser l'évolution politique de trois pays : l'Espagne de 1931 à 1939, la Grèce de 1957 à 1964, la Tchécoslovaquie de 1944 à 1948.

— En Espagne, les militaires ont compris, en 1936, que s'ils laissaient la C.N.T. poursuivre sa propagande et son action, le pays allait instaurer le socialiste libertaire. Les militaires sont donc descendus dans la rue et, alors que cela leur était encore possible, ils ont écrasé les révolutionnaires. C'est une leçon à retenir.

— En Grèce, après les révélations de scandales policiers et financiers (assassinat de Lambrakis), des élections allaient balayer la bourgeoisie réactionnaire ; les colonels ont opposé des tanks aux bulletins de vote ; ils ont gagné. Autre leçon à retenir.

— En Tchécoslovaquie, des bourgeois libéraux et des socialistes ont accepté de faire entrer le parti communiste au gouvernement ; ce dernier noyauta police et armée et, en 1948, réalisait ce qu'on appella « le coup de Prague » ; assassinat de Masaryk, putch sans opposition cohérente et dictature. Dernière leçon à retenir.

L'électeur se trouve donc toujours amené à choisoir entre des individus, ou des partis, et non entre des projets précis. En France, le noyautage gaulliste est tellement fort que le « oui » est assuré de passer. S'abstenir évite donc de cautionner ce « oui ». Pour le cas où De Gaulle serait obliger de partir, Pompidou prendrait la relève en jouant de nouveau la carte du 30 juin.

Voter pour élire un député ou dans un référendum, c'est cautionner un jeu truqué. La solution consiste à changer le jeu ; c'est la révolution.

LES ANARCHISTES ET LE GOUVERNEMENT D'UNE SOCIETE :

Une démocratie libertaire se définit comme une organisation sociale où le pouvoir de décision reste réparti à la base et où le pouvoir d'exécution est mandaté à des délégués dont le contrôle est plus facile et soumis à une révocabilité permanente.

La communauté refusant de se désaisir au profit des élus de tout pouvoir de décision, il faut donc qu'elle se décide elle-même. Cela sur deux plans :

— D'abord, en définissant un programme, ensuite en désignant les mandataires chargés d'exécuter ce programme. La communauté pourra appliquer deux méthodes qui se complètent.

— La première consiste en une simple discussion entre les divers projets proposés, discussion dont le but est d'arriver à un compromis acceptable pour tous. En ce cas la discussion se terminera par un vote unanime ; c'est la solution idéale.

Mais il faut souvent prendre des décisions rapidement. Or, les opinions sont extrêmement diversifiées d'autant plus qu'elles seront formulées par des millions d'hommes. On recourra donc à un vote à la majorité (2) entre les divers projets proposés, quitte à revenir sur le problème si ce choix s'avère mauvais à l'expérience.

Ainsi, dans une confédération syndicale, non soumise à un parti, le comité confédéral national présente un rapport moral lors de chaque congrès ; ce rapport reprend les points du mandat précédent et montre comment il a été respecté. Le Comité Confédéral national explique pourquoi les points non respectés ne l'ont pas été. Tout syndicat peut présenter un rapport moral défavorable et le soumettre au vote du congrès : l'ensemble des syndiqués peut ainsi contrôler efficacement ses délégués.

Cette méthode possède les avantages suivants :

— Informations complètes des individus par la discussion à la base.

— Education politique et économique permanente.

Ainsi cette forme de répartition des décisions d'une part, du pouvoir exécutif largement contrôlé d'autre part, permet du jour au lendemain, sans passage par une période de soi-disant « dictature du prolétariat » de mettre en place un socialisme accordant une grande liberté et redonnant sa créativité à chacun. C'est pour une société de ce type que nous luttons et que nous appelons à nous rejoindre tous ceux qui sont conscients des raisons de la lutte qui sépare anarchistes et autoritaires.

Lire : « Lettre d'un correspondant portugais », **Insurgé**, n° 11, ainsi que les ouvrages suivants : « La révolution inconnue » (Voline), « Cheitanov » (G. Balkansky).

(2) Rappelons que la majorité va de la moitié + 1 à l'unanimité — 1...

Un certain nombre d'exemplaires de ce numéro de « l'Insurgé » vont être diffusés gratuitement à titre d'information.

Nous demandons à tous ces camarades qui vont pouvoir connaître nos positions de le faire lire, et surtout

— de s'y abonner,

— de faire abonner les sympathisants.

Si vous pensez qu'une presse de combat doit s'imposer en France, aidez-nous.

PARTICIPATION

Piège à cons !

Que reste-t-il de l'augmentation de vos salaires depuis mai ? *Rien.* Le chômage s'accroît sans cesse, « il faut rendre l'industrie rentable » (pour le capitalisme).

Les capitalistes « patriotes » s'en vont planquer leur fric à l'étranger, qui fait-on payer ? Les travailleurs.

Les cadences s'accélèrent dans les usines ; les travailleurs étrangers sont ignominieusement exploités.

La répression frappe les militants révolutionnaires ouvriers (Renault au Mans, Peugeot à Sochaux...) et étudiants.

Devant la montée du mouvement révolutionnaire, l'Etat et la bourgeoisie tentent de mettre en place la « participation » dont le référendum n'est qu'une première étape.

Camarades, la participation c'est la mise en place de l'Etat corporatif et fasciste.

1934 : Le colonel de la Rocque et ses ligues fascites : « Croix de feu » proposent la participation afin d'en finir avec le syndicalisme et la liberté.

1940-45 : Les pétainistes lancent « l'association capital-travail » ;

12 février 1944 : Mussolini institue par décret la participation obligatoire dans toute l'Italie (ouvriers, étudiants et paysans).

En Espagne : La participation est le cheval de bataille de la phalange fasciste (*Cf.* entretiens Debré-Franco).

Au Portugal : Le régime Salazar corporatif et fasciste est basé sur la « participation ».

Que font les syndicats et les partis dits de « gauche » ?

Sous la pression des travailleurs, ils leur font *l'aumône* de 24 heures de grève, ils leur « *permettent* » 24 heures de grève.

Mais ensuite : il faudra rentrer sagement au boulot et attendre patiemment la catastrophe finale.

LA CLASSE OUVRIERE N'ACCEPTERA PAS !
LA CLASSE OUVRIERE N'EST PAS ENCORE CHATREE !

Les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes, malgré la répression qui s'abat sans cesse croissante sur eux, ne céderont pas dans la lutte à mort qui s'est engagée contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils proposent à tous les ouvriers, paysans et étudiants de passer à l'*action directe*, c'est-à-dire hors de toute autorité bureaucratique ou politique, même si ces « autorités » se prétendent révolutionnaires.

Ils leur proposent de s'organiser :

— *Pour combattre les plans de l'Etat, de la bourgeoisie et de leur alliés : les bureaucraties syndicales et politiques de trahison,* décidées à jouer le jeu de la participation, c'est-à-dire de la collaboration de classe ;

— *Pour briser l'isolement des étudiants et des ouvriers révolutionnaires* diffamés et calomniés par une presse servile, et les partis dits de gauche ;

— *Pour reprendre l'initiative,* abattre l'Etat, la bourgeoisie et leur monde de misère ;

— Pour aller d'un pas ferme vers la *révolution sociale anarchiste,* qui doit conduire à la société *libre, sans Etat, sans police, et sans armée, sans salariat, sans classes et sans hiérarchie, gérée directement par les travailleurs dans le cadre du fédéralisme libertaire.*

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE à la Base et INSURRECTIONNELLE

SECTARISME ET ETIQUETTES

C'est un Marocain aux cheveux crépus. 25 ans environ. Assis à la terrasse d'un bistrot de la rue du Louvre. Passent deux forts des Halles qui le bousculent. Il proteste. Les débardeurs sont furieux : « Quoi ! Monsieur n'est pas content ? Retourne dans ton pays, sale étranger ! » Il est empoigné et jeté dehors. Le patron rigole, les clients approuvent : « C'est quand même quelque chose ! Venir nous faire chier chez nous ! Et on paye des impôts pour eux. Qu'on les renvoie dans leur pays, bon Dieu ! On est en France, non ? »

Cas isolé ? Des scènes semblables, on en voit vingt fois par jour dans les rues de Paris. Et, bien sûr, personne ne s'avoue raciste. Pas raciste, non, mais... Si encore cette xénophobie n'était le fait que de quelques refoulés sexuels d'extrême-droite ! Mais le plus pénible est de constater à quel point elle peut être incrustée chez nombre d'ouvriers et de petits salariés, c'est-à-dire parmi les plus exploités de notre belle société capitaliste.

Bien sûr, les patrons ont beau jeu de créer des divisions chez les travailleurs en embauchant à prix réduit de la main-d'œuvre d'Algérie ou du Portugal. Ainsi, ils gagnent sur les deux tableaux : d'abord ils ont moins à débourser ; et, par contre-coup, ils provoquent une violente réaction de leurs ouvriers français contre « les intrus qui viennent leur faire du tort ».

Et il ne faut guère compter sur le régime gaulliste pour arranger les choses, lui qui passe son temps à susciter ou à ranimer un chauvinisme des plus maladifs.

Mais il n'y a pas que ça. Bien que soigneusement entretenu par ceux qui y ont intérêt (les patrons et l'Etat), le racisme n'est malheureusement pas la seule forme de ségrégation qu'on puisse trouver en France. Le sectarisme se rencontre à bien d'autres niveaux, et sur bien d'autres plans.

Il n'y a pas bien longtemps, un de nos camarades, employé dans une banque parisienne, remettait à son syndicat un projet de tract commençant par ces mots : « Travailleurs, on vous exploite ! ». Un vieux routier de la Centrale lui fit alors remarquer qu'avec un papier comme ça, il ne toucherait personne, et qu'il valait beaucoup mieux l'intituler : « Salariés de la succursale Y de la banque X.. », car les employés avaient le sentiment d'appartenir à leur boîte, et qu'ils n'apprécieraient nullement d'être confondus avec *les autres* salariés.

Ce qui est hélas fort juste. Et ça va encore beaucoup plus loin, jusqu'à l'intérieur même des entreprises. Est-ce qu'elle ne fait pas déjà preuve de sectarisme, la petite nénette du service « facturation » qui ferme à clef les armoires du bureau pour que les secrétaires du service « courrier » ne viennent pas lui piquer du papier-carbone ? Vous direz qu'un tel sectarisme n'est pas bien méchant. Pas bien méchant, certes, mais aussi lamentable que foncièrement malsain.

Car, si le sectarisme, si la ségrégation se retrouvent à tous les niveaux de l'édifice social, c'est que ses causes sont profondes. Jetons un œil sur sa plus sublime expression (?), le nationalisme : « Je suis Français, donc je réagis en Français, donc je défends la France et je suis prêt à mourir pour elle. » Pourquoi ? Et bien parce que je suis Français, que je réagis en Français, etc., etc. Le même raisonnement se retrouve à tous les niveaux, des querelles de clocher ou de bureau jusqu'aux guerres internationales.

Quand je dis : « Je suis Français », ou bien « Je suis responsable du fichier fournisseur des Galeries Balayettes », je m'affirme comme étant quelque chose : *Je me donne une étiquette.* Seulement, pour que cette étiquette ait un poids quelconque, pour qu'elle puisse me permettre d'affirmer sérieusement ma petite personnalité, il faut encore qu'elle soit justifiée. Il faut qu'une *valeur supérieure* vienne lui donner un sens. A quoi donc servirait-ce que je me dise Français si la France n'existait pas, ou si elle ne possédait aucune valeur qui lui soit propre ? Mon étiquette ne vaudrait pas un clou. On ne s'affirme pas sans justification. Et c'est sans doute là le fond du problème, dans cette fâcheuse habitude qu'ont les hommes de chercher à tout prix une justification à leurs actes et, par là même, un sens à leur vie.

La vie ne peut-elle donc se passer d'avoir un sens ? Est-ce donc un besoin si impérieux que de vouloir transcender nos actes par des valeurs imaginaires, rien que pour nous excuser d'avoir à les commettre ? Il serait peut-être temps d'y penser, car en attendant que chacun prenne pleinement conscience que le simple *fait de vivre* se justifie amplement lui-même, la porte restera grande ouverte à tous les nationalismes, à tous les racismes, et à tous les massacres.

PARTICIPATION OU LUTTE

(SUITE DE LA PAGE 2)

Le problème se situe bien là. Le mouvement ouvrier traditionnel n'a pas su s'adapter à l'évolution non seulement de la société mais de la mentalité humaine. La bourgeoisie est bien plus un état d'esprit qu'une classe homogène et précise, et bien souvent ce sont les éléments ouvriers eux-mêmes qui sont le plus touchés par cet esprit bourgeois, c'est-à-dire un esprit qui est enfermé dans un certain nombre d'aliénations issues du système capitaliste. Quand les bureaucrates syndicaux vont discuter avec les patrons et le gouvernement ils parlent le même langage, ils se retranchent tous derrière l'intérêt national qui est un intérêt capitaliste, nationaliste et étatique.

On comprend alors la réaction saine des gauchistes (*) qui ont crié « C.G.T. trahison » le 11 mars dernier à la Bastille. Il faut que les éléments conscients et honnêtes dans le mouvement ouvrier se rendent compte de cet état de fait et comprennent ce qu'ils peuvent appeler un « extrémisme aventuriste ».

Il s'agit maintenant de retrouver les bases révolutionnaires du syndicalisme et il faut recréer un mouvement syndicaliste révolutionnaire qui saura tirer les leçons de tous ces événements.

L'outil syndical doit se désaliéner et retrouver sa virginité et les travailleurs du Mans (Renault), de Sochaux (Peugeot) et du réseau Sud-Ouest de la S.N.C.F. nous montrent par quel moyen la lutte doit se continuer, en s'inscrivant dans la ligne des événements de mai.

— DECISION ET ACTION A LA BASE.
— REVENDICATIONS PARTIELLES LIEES A LA CONTESTATION GLOBALE.
— FERMETE ET SOLIDARITE.

Il faut refuser la hiérarchie syndicale, la participation à tous les niveaux, lier le problème social et le problème idéologique afin de rendre une unité dans l'action au mouvement ouvrier, de dépasser le réformisme actuel dans lequel le cadre strict de la lutte de classes a mené ce dernier et de recréer à partir de ces bases un mouvement syndicaliste révolutionnaire dont la forme exacte se révèlera au fur et à mesure des luttes, sans oublier que l'un des buts premiers du syndicalisme est d'être l'instrument de fonctionnement d'une gestion directe (c'est-à-dire par les travailleurs à la base) de l'économie.

Groupes révolutionnaires d'entreprise dans et ou en dehors des syndicats ; refus de la hiérarchie, de l'obédience bureaucratique, on retrouve dans tous ces soucis qui sont ceux actuellement des ouvriers qui luttent, les soucis des étudiants de mai.

La lutte prend son vrai visage, celui de la révolution en marche.

(*) Se reporter à l' « Insurgé », n° 11 (« Le Gauchisme ») en ce qui concerne la définition du gauchisme.

LISEZ « ACTION DIRECTE »
Journal des Jeunesses Syndicalistes Révolutionnaires (J.S.R.).
ET LE « MONDE LIBERTAIRE »
En vente à la librairie PUBLICO, 3, rue Ternaux (11e), ou à la C.N.T. 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9e

Pour contact avec l'O.R.A. :

Ecrire ou venir :
3, rue Ternaux - PARIS (11e)
(Tél. : 805-34-08)

N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER A « L'INSURGE »
CELA SERA PLUS PRATIQUE POUR VOUS
ET FACILITERA NOTRE GESTION
NOTRE JOURNAL NE VIT QU'AVEC DES ABONNEMENTS ● AIDEZ-NOUS !

Abonnement annuel (10 numéros) .. .. 10 F
Abonnement de soutien .. .. 20 F
C.C.P. Richard PEREZ 8.693-59 PARIS
Points de vente de « L'INSURGE » :
Librairie Publico
Librairie « La Jolie Rousse »
2, rue Blainville - Paris (5e)

Le Directeur de la Publication : R. PÉREZ - 3, rue Westermeyer - 94-IVRY
Dépôt légal N° 35.186 S.P.I. - 4, rue Saulnier - 75-PARIS (9me)